Paris : deux élus “constructifs” demandent que le siège du PS devienne des logements sociaux

15/11/2017 à 6h01

Deux élus du groupe des “constructifs” présenteront un voeu au prochain Conseil de Paris, demandant que la mairie exerce son “droit de préemption sur l’hôtel particulier situé au 10 rue de Solferino”. Réponse de l’exécutif : “Impossible.”

Certains y verront une pure provocation, d’autres une bonne idée… certes un peu provocatrice. Lundi 20 novembre, à l’occasion du prochain Conseil de Paris, les élus de la capitale examineront un voeu – dont le JDD a eu copie – demandant à la Ville d’exercer son “*droit de préemption sur l’hôtel particulier situé au 10 rue de Solferino*“, afin d’y implanter du logement social. Chacun aura reconnu le siège historique du Parti socialiste, en vente depuis le 19 septembre, dans le quartier huppé du 7e arrondissement. La proposition émane de Jérôme Dubus (ex-LR), porte-parole du groupe “Parisiens, Progressistes et Constructifs”, et de Thierry Hodent. Ceux-ci rappellent que “*le groupe socialiste à l’Assemblée nationale [est passé] de 284 élus à 31*“, ce qui qui a “*gravement obéré les finances de ce parti, faisant passer la subvention publique de 25 à 7 millions d’euros*“.

Les deux élus macronistes, un peu farceurs, ont présenté leur texte en commission lundi, suscitant rires et sourires des participants, mais aussi quelques grimaces sur les bancs de l’exécutif municipal. “*Cet hôtel particulier représente une superficie d’environ 3.000 m2 et […] son prix de vente a été estimé entre 40 et 70 millions d’euros*“, expliquent-ils. Et de

souligner qu’”*un appel d’offre a été lancé pour la cession de ce bien*” et que “*le cahier des charges prévoit des clauses de protection quant à un éventuel acheteur ne correspondant pas à l’éthique du PS*“. Autrement dit, pas question pour le PS de vendre à un investisseur qui voudrait transformer les lieux en hôtel de luxe, par exemple.

“*C’est absolument impossible, beaucoup trop cher, de quoi capter une part bien trop importante de notre budget dédié aux préemptions*“, rétorque Ian Brossat, adjoint PCF en charge du logement, qui ajoute qu’il est “*très difficile de transformer un hôtel particulier en logements sociaux*“. […]